A°. 1934. 

N°. 78.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 1sten November 1934, No. 1288, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van:*
1o. het Koninklijk besluit van den 22sten Juni 1933 (Staatsblad No. 333), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 21 Februari 1933 te Stockholm tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken en
2o. het Koninklijk besluit van den 13den September 1934 (Staatsblad No. 505), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 16 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk Zaakgelastigde der Nederlanden te Stockholm en den Finschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's, waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid op de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten van het op 21 Februari 1933 te Stockholm tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken (Staatsblad 1933, No. 333).

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive dd. 25 September 1934, 1ste en 7de Afdeeling, No. 10/556 van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, waarbij ter bekendmaking is ontvangen:
1o. het Koninklijk besluit van den 22sten Juni 1933 (Staatsblad No. 333), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 21 Februari 1933 te Stockholm tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken; en
2o. het Koninklijk besluit van den 13den September 1934 (Staatsblad No. 505), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 16 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk

Zaakgelastigde der Nederlanden te Stockholm en den Finschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's, waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid op de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten van het op 21 Februari 1933 te Stockholm tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken (Staatsblad 1933, No. 333).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormelde Koninklijke besluiten van den 22sten Juni 1933 (Staatsblad No. 333) en van den 13den September 1934 (Staatsblad No. 505), nevens afschrift dezer beschikking, in het Publicatieblad zullen worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

VAN SLOBBE.

Uitgegeven den 3den November 1934.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 21 Februari 1933 te *Stockholm* tusschen *Nederland* en *Finland* gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 24 Mei 1933 te *Stockholm* zijn uitgewisseld;

Overwegende mede, dat het verdrag, overeenkomstig artikel 21, voor het Rijk in *Europa* zal in werking treden op 24 Juni 1933;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 20sten Juni 1933, Directie van het Protocol, n°. 19931;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 22sten Juni 1933.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *dertigsten* Juni 1933.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Traité d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale entre les Pays-Bas et la Finlande.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

et

le Président de la République de Finlande,

ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'aide judiciaire en matière pénale;

ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Chambellan, le Baron SWEERTS DE LANDAS WYBORGH, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la République de Finlande;

le Président de la République de Finlande:

Monsieur RAFAEL WALDEMAR ERICH, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Finlande à Stockholm;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Finlande s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, et de sujets d'un tiers Etat, en tant qu'une exception à l'égard de ces derniers serait motivée par le droit des gens, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits énumérés à l'article 2, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, si le fait commis est compris, également selon la législation de l'Etat requis, dans les faits punissables énumérés ci-après.

Néanmoins, lorsque le fait motivant la demande d'extradition, aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il ne sera donné suite à cette demande que si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les faits punissables qui pourront donner lieu à une demande d'extradition sont:

1°. attentat à la vie du chef d'un Etat ami;

2°. meurtre ou assassinat, infanticide;

3°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

4°. coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner;

5°. viol;

actes impudiques, y compris le commerce charnel en dehors du mariage, commis sur la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quinze ans accomplis;

actes impudiques, y compris le commerce charnel en dehors du mariage, commis sur la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, entre quinze et seize ans non débauché;

actes impudiques commis sur la personne d'un individu placé sous la garde ou sous l'autorité de l'auteur, en tant que punissable selon la législation des deux parties;

commerce charnel avec une femme ou une fille évanouies ou sans connaissance lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance;

attentat aux moeurs en excitant un mineur de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de seize ans à commettre avec un tiers ou à subir d'un tiers des actes impudiques ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

attentat aux moeurs en excitant un mineur de l'un ou de l'autre sexe au-dessus de seize ans à commettre avec un tiers

ou à subir d'un tiers des actes impudiques ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers, pour autant qu'un tel fait est punissable d'après les lois des deux pays;

embauchage, entraînement ou détournement, même avec son consentement, d'une personne de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de vingt et un ans en vue de la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui;

embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou d'une fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui;

rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche;

6°. bigamie;

7°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant;

8°. enlèvement de mineurs, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

9°. tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de monnaie, quel que soit le moyen employé pour produire le résultat;

la mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie;

les faits, dans le but de la mettre en circulation, d'introduire dans le pays ou de recevoir ou de se procurer de la fausse monnie, sachant qu'elle est fausse;

les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies.

Dans la présente convention le mot ,,monnaie'' s'entend de la monnaie-papier, y compris les billets de banque, et de la monnaie métallique, ayant cours en vertu d'une loi.

10°. contrefaçon ou falsification de timbres ou de marques de l'Etat ou de timbres qui y sont assimilés à cet égard ou de poinçons de maître, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

11°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

12°. faux serment d'une partie, d'un témoin ou d'un expert; fausse assertion équivalant au parjure;

13°. concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

14°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

15°. destruction volontaire et illégale d'un édifice ou d'une construction, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

16°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

17°. le fait illégal, commis à dessein, de faire couler à fond ou échouer un navire lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

18°. émeute ou insubordination des gens de l'équipage à bord d'un navire contre leurs supérieurs, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

19°. le fait, commis à dessein, d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

20°. vol;

21°. escroquerie;

22°. abus d'un blanc-seing;

23°. détournement;

24°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Article 3.

Lorsqu'une même personne sera réclamée simultanément par plusieurs Etats, l'Etat requis restera libre de décider à quel pays l'extradition sera accordée.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu:

1°. si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, au moment où la remise pourrait avoir lieu;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est démandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée, jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine ou aura été gracié. Il pourra toutefois, afin de comparaître devant les tribunaux du pays requérant, être livré temporairement à la condition qu'il sera renvoyé aussitôt que la procédure judiciaire sera terminée.

Article 6.

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, et qu'il ne pourra non plus, sans le consentement du Gouvernement qui a accordé l'extradition, être poursuivi ou puni pour un fait prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, autre que celui qui a motivé l'extradition, ni être extradé à un Etat tiers, à moins qu'il n'ait eu en tout cas la pleine liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant le mois qui suit son élargissement définitif.

Article 7.

Aucun individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre, ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition, devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 8.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est démandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit. La personne qui aura été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionné à l'article 2, ne pourra, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie ou punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique.

Article 9.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable. Ces pièces seront accompagnées d'une traduction française.

Article 10.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets provenant de l'infraction ou pouvant servir de pièces à conviction, qui sont trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 11.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu dont l'extradition peut être réclamée aux termes de la présente convention, pourra être demandée:

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire);

du côté de la Finlande par les tribunaux et les préfets de département.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 12.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 13.

Lorsque l'extradition aura été accordée, le Gouvernement requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans le délai fixé par le Gouvernement requis et dont la durée sera d'au moins un mois. Passé ce délai, l'individu réclamé pourra être mis en liberté.

L'individu à extrader sera, s'il y échet, conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 14.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non-politique, l'un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de personnes se trouvant dans l'autre pays ou tout autre acte d'instruction, exception faite pour les visites domiciliaires, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique ou consulaire et, à moins que le Gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observation des lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toute commission rogatoire devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 15.

Si, dans une cause pénale non-politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se

rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condammations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figurera comme témoin.

Article 16.

Lorsque, dans une cause pénale non-politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents dans le plus bref délai possible.

Article 17.

Le transit à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 9, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 8, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Article 18.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à communiquer au Gouvernement finlandais les sentences de condamnation ayant obtenu force de chose jugée, pour infractions de toute espèce, à l'exception des contraventions, qui auront été prononcées par ses juridictions contre des citoyens finlandais.

Le Gouvernement finlandais, de son côté, s'engage à communiquer au Gouvernement néerlandais les sentences de condamnation ayant obtenu force de chose jugée, inscrites au casier judiciaire finlandais et visant des citoyens néerlandais.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, d'une expédition authentique ou d'un extrait de la décision définitive, ou d'un extrait du casier judiciaire, accompagné d'une traduction en langue française.

Article 19.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais du transit prévu dans l'article 17 et des frais de l'embarquement prévu dans l'article 13.

Article 20.

Les stipulations de la présente convention seront applicables également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, sauf l'observation des dispositions à établir ultérieurement par des notes à échanger entre les deux Etats et dont la nécessité pourrait s'imposer par la législation en vigueur dans ces territoires d'outre-mer.

Les modalités des demandes prévues par le présent traité et émanant des autorités de ces territoires ou adressées à celles-ci, seront également réglées par ces notes. Par dérogation aux articles 12 et 13 le délai pour la mise en liberté sera de trois mois.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible. Il entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications mais ne sera exécutoire dans les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors de l'Europe et visés à l'article 20, qu'à la date à fixer dans les notes à échanger selon cet article.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, le dénoncer en prévenant l'autre partie de son intention, six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité.

Fait, en double expédition, à Stockholm, le 21 février 1933.

SWEERTS DE LANDAS. RAFAEL WALDEMAR ERICH.

VERTALING.

Verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken tusschen Nederland en Finland.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

en

de President der Republiek Finland,

in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een verdrag betreffende wederzijdsche uitlevering van misdadigers en rechterlijken bijstand in strafzaken te sluiten;

hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Hoogstderzelver Kamerheer, baron SWEERTS DE LANDAS WYBORGH, Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij de Republiek *Finland*;

de President van de Republiek *Finland*:

den heer RAFAEL WALDEMAR ERICH, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van *Finland* te *Stockholm*;

die, nadat zij elkander hunne volmachten hebben medegedeeld en deze in goede orde hebben bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering van *Nederland* en de Regeering van *Finland* verbinden zich, volgens de regelen bij de volgende artikelen vastgesteld, met uitzondering van hare eigen onderdanen en onderdanen van een derden Staat voorzoover eene uitzondering ten opzichte van de laatsten haar grond zou vinden in het volkenrecht, wederkeerig aan elkander uit te leveren de personen, die veroordeeld of verdacht zijn ter zake van een der

in artikel 2 vermelde feiten, gepleegd buiten het grondgebied van den Staat aan welken de uitlevering wordt gevraagd, indien het gepleegde feit, naar de wetgeving van den aangezochten Staat, eveneens valt onder de hierna vermelde strafbare feiten.

Evenwel, indien het aan de uitleveringsaanvraag ten grondslag liggende feit begaan is buiten het grondgebied van den aanvragenden Staat, zal aan deze aanvraag slechts gevolg worden gegeven wanneer de wetgeving van den aangezochten Staat vervolging van dezelfde feiten, buiten zijn grondgebied begaan, toelaat.

Artikel 2.

De strafbare feiten, die aanleiding kunnen geven tot eene uitleveringsaanvraag, zijn de volgende:

1°. aanslag tegen het leven van het Hoofd van een bevrienden Staat;

2°. doodslag of moord, kinderdoodslag of kindermoord;

3°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

4°. opzettelijk met voorbedachten rade toegebrachte slagen of verwondingen, die eene klaarblijkelijk ongeneeslijke ziekte, eene voortdurende ongeschiktheid tot persoonlijken arbeid, het verlies van het algeheel gebruik van een lichaamsdeel, een zware verminking of den dood zonder dien te hebben willen veroorzaken, ten gevolge hebben;

5°. verkrachting;

ontuchtige handelingen, met inbegrip van vleeschelijke gemeenschap buiten echt, gepleegd op den persoon van een minderjarige van het eene of het andere geslacht, beneden den leeftijd van vijftien jaren;

ontuchtige handelingen, met inbegrip van vleeschelijke gemeenschap buiten echt, gepleegd op den persoon van een minderjarige van het eene of het andere geslacht, die tusschen vijftien en zestien jaren oud is en niet in ontucht leeft;

ontuchtige handelingen gepleegd op den persoon van iemand die onder de hoede of het gezag van den dader geplaatst is, voorzoover strafbaar naar de wetgeving der beide partijen;

vleeschelijke gemeenschap met een vrouw of een meisje, welke in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert, terwijl de schuldige weet, dat zulks het geval is;

aanslag tegen de zeden door het opwekken van een minderjarige van het eene of het andere geslacht beneden zestien jaren jaren tot het plegen met een derde of dulden van een derde van ontuchtige handelingen of tot vleeschelijke gemeenschap met een derde buiten echt;

aanslag tegen de zeden door het opwekken van een minderjarige van het eene of het andere geslacht boven zestien jaren tot het plegen met een derde of dulden van een derde van ontuchtige handelingen of tot vleeschelijke gemeenschap met een derde buiten echt, voor zoover zoodanig feit naar de wetgeving van beide partijen strafbaar is;

aanwerving, medeneming of ontvoering, zelfs met haar goedvinden, van een persoon van het eene of het andere geslacht beneden eenentwintig jaren, met het oog op het plegen van ontucht, ter voldoening van eens anders lusten;

aanwerving, medeneming of ontvoering van eene vrouw of een minderjarig meisje ten fine van ontucht, wanneer het feit bedreven is door bedrog of met geweld, bedreigingen, misbruik van gezag of eenig ander dwangmiddel, met het doel om de hartstochten van een derde te bevredigen;

vasthouding tegen haar wil van een persoon in een huis van ontucht;

6°. dubbel huwelijk;

7°. oplichting, wegvoering, verberging, wegmaking of onderschuiving van een kind;

8°. oplichting of wegvoering van minderjarigen, voor zoover de wetgeving der beide landen uitlevering uit dien hoofde toelaat;

9°. iedere bedriegelijke vervaardiging of verandering van munt, welk middel ook gebezigd moge zijn om het resultaat te verkrijgen;

het bedriegelijk in omloop brengen van valsche munt;

het binnen het land invoeren of het ontvangen of zich verschaffen van valsche munt, waarvan men weet dat zij valsch is, teneinde deze in omloop te brengen;

het bedriegelijk vervaardigen, ontvangen of zich verschaffen van werktuigen of andere voorwerpen, welke naar hun aard

bestemd zijn voor de vervaardiging van valsche munt of voor de verandering van munt.

In dit verdrag wordt onder het woord ,,munt'' verstaan papiergeld, waaronder begrepen bankbiljetten, en metalen geld, welke wettig betaalmiddel zijn;

10°. namaking of vervalsching van zegels of Rijksmerken of daarmede te dezen opzichte gelijkgestelde zegels of meesterteekens, voor zoover de wetgeving der beide landen uitlevering op dien grond toelaat;

11°. valschheid in geschrifte en opzettelijk gebruik maken van het valsch of vervalscht geschrift, voorzoover de wetgeving der beide landen uitlevering op dien grond toelaat;

12°. meineed van eene partij, een getuige of een deskundige; valsche verklaring gelijk te stellen met meineed;

13°. knevelarij, verduistering gepleegd door ambtenaren of met dezen gelijkgestelden;

14°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is; brandstichting met het oogmerk om zich of een ander wederrechtelijk te bevoordeelen ten nadeele van den verzekeraar of van den wettigen houder van een bodemerijbrief;

15°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw of getimmerte, voor zoover de wetgeving der beide landen uitlevering op dien grond toelaat;

16°. openlijk geweld met vereenigde krachten tegen personen of goederen;

17°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken of doen stranden van een schip, wanneer daaruit gevaar voor een ander kan ontstaan;

18°. muiterij of verzet van lieden die tot de bemanning behooren, aan boord van een schip, tegen hunne meerderen in rang, voor zoover de wetgeving der beide landen uitlevering op dien grond toelaat;

19°. het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

20°. diefstal;

21°. oplichting;

22°. misbruik van eene handteekening in blanco;

23°. verduistering;

24°. bedriegelijke bankbreuk.

Onder de voorgaande benamingen zijn begrepen de poging en de medeplichtigheid, voor zoover zij strafbaar zijn volgens de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering wordt gevraagd.

Artikel 3.

Indien een zelfde persoon tegelijkertijd wordt opgeëischt door verscheiden Staten, zal de aangezochte Staat vrij zijn te beslissen aan welk land de uitlevering zal worden toegestaan.

Artikel 4.

De uitlevering zal niet plaats hebben:

1°. indien, naar de wetten van het land waaraan de uitlevering is gevraagd, sedert de telastgelegde feiten, de laatste daad van vervolging of de veroordeeling, verjaring is ingetreden ten aanzien van de vervolging of van de straf op het tijdstip waarop de overgave zou kunnen plaats hebben.

2°. indien de aanvrage haar grond vindt in het zelfde feit waarvoor de opgeëischte persoon in het land waaraan de uitlevering is gevraagd, vervolgd is geworden en ontslagen is van rechtsvervolging of is vrijgesproken of nog wordt vervolgd of reeds is gevonnist.

Artikel 5.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of veroordeeld is in den aangezochten Staat, voor een ander misdrijf dan hetwelk tot de aanvrage om uitlevering geleid heeft, kan zijne uitlevering worden uitgesteld tot aan het einde der vervolging en, in geval van veroordeeling, tot het oogenblik waarop hij zijne straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend. Hij kan evenwel, teneinde voor de gerechten van den aanvragenden Staat te verschijnen, tijdelijk worden uitgeleverd op voorwaarde dat hij zal worden teruggezonden zoodra de gerechtelijke behandeling is geëindigd.

Artikel 6.

Uitdrukkelijk wordt bepaald dat de uitgeleverde persoon niet zal mogen worden vervolgd noch gestraft in het land waaraan de uitlevering is toegestaan, voor eenig strafbaar feit niet in het onderhavig verdrag voorzien en vóór zijne uitlevering gepleegd en dat hij evenmin, zonder toestemming van de Regee-

ring die de uitlevering heeft toegestaan, mag worden vervolgd of gestraft voor een ander strafbaar feit voorzien in het onderhavig verdrag en vóór zijne uitlevering gepleegd, dan dat waarvoor de uitlevering heeft plaats gehad, noch uitgeleverd aan een derden Staat, tenzij hij in elk geval volle vrijheid gehad hebbe het genoemde land weder te verlaten gedurende de maand volgende op zijne uiteindelijke invrijheidstelling.

Artikel 7.

Geen persoon die door een der Partijen aan de andere is uitgeleverd, zal vervolgd mogen worden wegens het misdrijf dat aan zijne uitlevering ten grondslag ligt, voor eene rechtbank die slechts tijdelijk of in bijzondere omstandigheden met de uitzonderlijke bevoegdheid is bekleed om van zoodanige zaken kennis te nemen.

Artikel 8.

De uitlevering zal niet worden toegestaan als het misdrijf waarvoor zij is aangevraagd, door de aangezochte partij als een politiek misdrijf of een met zoodanig misdrijf samenhangend feit wordt beschouwd. De persoon die wegens een der in artikel 2 genoemde gemeene feiten is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval vervolgd en gestraft worden in den Staat waaraan de uitlevering is toegestaan, wegens een staatkundig misdrijf gepleegd vóór de uitlevering, noch wegens een feit met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende.

Artikel 9.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen toegestaan worden op vertoon van het oorspronkelijke of van een gewaarmerkt afschrift, hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van eene beschikking tot in staat van beschuldigingstelling of van eene beschikking waarbij rechtsingang is verleend met bevel tot gevangenneming, hetzij van een bevel van gevangenneming, afgegeven in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en waarbij het feit waarvan sprake is voldoende wordt omschreven dat de aangezochte Staat in staat zij te beoordeelen of het, volgens zijne wetgeving, een geval daarstelt in het tegenwoordig verdrag voorzien, alsmede vermeldende de op het feit toepasselijke strafbepaling. Deze stukken moeten van eene Fransche vertaling vergezeld zijn.

Artikel 10.

Wanneer er termen zijn voor uitlevering zullen alle voorwerpen, die van het misdrijf afkomstig zijn of als stukken van overtuiging kunnen dienen en gevonden worden op en bij den opgeëischten persoon op het oogenblik van zijne aanhouding, in beslag genomen en overgegeven worden aan den aanvragenden Staat, indien de bevoegde overheid van den aangezochten Staat het aldus beveelt.

Echter zullen voorbehouden blijven de rechten die derden zouden hebben kunnen verkrijgen op deze voorwerpen die hun eventueel zonder kosten na afloop van het proces zullen worden teruggegeven.

Artikel 11.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatieken weg, zal de voorloopige aanhouding van den persoon, wiens uitlevering volgens het tegenwoordig verdrag kan gevraagd worden, kunnen worden verzocht:

van de zijde van *Nederland* door elken officier van justitie of elken rechter van instructie (rechter-commissaris);

van de zijde van *Finland* door de rechtbanken en de prefecten van de departementen.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en regelen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat waaraan de aanvrage wordt gedaan.

Artikel 12.

De vreemdeling, voorloopig aangehouden volgens de bepalingen van het voorgaand artikel, zal, tenzij zijne aanhouding wegens eene andere reden gehandhaafd behoort te worden, in vrijheid worden gesteld, indien niet binnen den termijn van twintig dagen na de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding, de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg, met overlegging der bescheiden, voorgeschreven door het onderhavig verdrag, is ingediend.

Artikel 13.

Wanneer de uitlevering is toegestaan, zal de aanvragende Regeering gehouden zijn zich den opgeëischten persoon te doen

uitleveren binnen den termijn, door de aangezochte Regeering vastgesteld, welke termijn minstens een maand zal duren. Na ommekomst van dien termijn kan de opgeëischte persoon in vrijheid gesteld worden.

De uit te leveren persoon zal, indien het geval zich voordoet, naar de haven worden gebracht, aangewezen door den diplomatieken of consulairen agent van de aanvragende Regeering, op welker kosten hij zal worden ingescheept.

Artikel 14.

Wanneer bij vervolging wegens een gemeen misdrijf eene der Regeeringen het verhooren van personen, die zich in het andere land bevinden, of eenige andere daad van instructie, uitgezonderd huiszoekingen, noodig oordeelt, zal tot dat doel eene rogatoire commissie worden gezonden langs den diplomatieken of consulairen weg en, tenzij de aangezochte Regeering de onmogelijkheid vaststelt om haar te doen uitvoeren, zal er gevolg aan gegeven worden met inachtneming van de wetten van het land waar het verhoor of de daad van instructie moet plaats hebben.

Iedere rogatoire commissie moet vergezeld zijn van eene Fransche vertaling.

Artikel 15.

Indien, in een geding wegens gemeen misdrijf de persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig of gewenscht is, zal de Regeering van het land, waar de getuige woont, hem bewegen gevolg te geven aan de tot hem te richten uitnoodiging, en in geval van toestemming, zullen hem reis- en verblijfkosten worden verleend volgens de tarieven en reglementen die gelden in het land waar het verhoor moet plaats hebben, behalve indien de aanvragende Regeering oordeelt, dat aan den getuige een hoogere vergoeding moet worden toegekend.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die in een der beide landen opgeroepen, vrijwillig voor de rechters van het andere land verschijnt, zal er niet vervolgd of aangehouden mogen worden wegens vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem uitgesproken strafrechtelijke veroordeelingen, of onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten, die het voorwerp zijn van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Artikel 16.

Wanneer in een geding wegens gemeen misdrijf aanhangig in een der beide landen, de mededeeling van overtuigingsstukken of documenten, die zich in handen van de overheid van het andere land bevinden, noodig of nuttig wordt geacht, zal het verzoek daartoe worden gedaan langs den diplomatieken weg, en zal er gevolg aan gegeven worden, tenzij bijzondere overwegingen zich daartegen verzetten en onder verplichting de stukken van overtuiging en de documenten binnen den kortst mogelijken tijd terug te zenden.

Artikel 17.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door een derde Mogendheid aan de andere Partij uitgeleverd persoon niet behoorende tot het land door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon hetzij van het oorspronkelijke, hetzij van een gewaarmerkt afschrift, van een der stukken genoemd in art. 9, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het onderhavig verdrag vermeld zij en niet valle onder de bepalingen van de artikelen 4 en 8 en mits de doorvoer, wat het geleide betreft, geschiede met medewerking van ambtenaren van het land dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

Artikel 18.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich om aan de Finsche Regeering mede te deelen de veroordeelingen, die in kracht van gewijsde zijn gegaan, wegens strafbare feiten van welken aard ook, met uitzondering van overtredingen, uitgesproken door hare gerechten tegen Finsche staatsburgers.

De Finsche Regeering van haar kant, verbindt zich om aan de Nederlandsche Regeering mede te deelen de in kracht van gewijsde gegane veroordeelingen, die in het Finsche strafregister zijn ingeschreven en Nederlandsche staatsburgers betreffen.

Deze mededeeling zal geschieden door toezending, langs diplomatieken weg, aan de Regeering van het land, waartoe de veroordeelde behoort, van een gewaarmerkt afschrift van of van een uittreksel uit de onherroepelijke beslissing of van een uittreksel uit het strafregister, welke van een Fransche vertaling vergezeld moeten zijn.

Artikel 19.

De kosten veroorzaakt door de uitvoering der maatregelen bij het onderhavig verdrag voorzien, blijven ten laste van den Staat, op welks gebied die maatregelen zijn genomen, met uitzondering van de kosten van den doorvoer voorzien bij artikel 17 en van de kosten van inscheping voorzien bij artikel 13.

Artikel 20.

De bepalingen van het onderhavig verdrag zullen eveneens toepasselijk zijn op *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*, behoudens inachtneming van de bepalingen die later zullen worden vastgesteld bij tusschen de beide Staten te wisselen nota's en waarvan de noodzakelijkheid zou kunnen voortvloeien uit de in die overzeesche gewesten van kracht zijnde wetgeving.

De wijze, waarop aanvragen, voorzien bij dit verdrag en uitgaande van de overheden van die gewesten of tot hen gericht, zullen geschieden, zal eveneens bij die nota's worden geregeld. Met afwijking van de artikelen 12 en 13 zal de termijn voor de invrijheidstelling drie maanden zijn.

Artikel 21.

Het onderhavige verdrag zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld. Het zal in werking treden een maand na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, maar zal eerst van kracht zijn in de buiten Europa gelegen en in artikel 20 bedoelde gewesten van het Koninkrijk der Nederlanden op den datum vast te stellen in de volgens dat artikel te wisselen nota's.

Elk der Verdragsluitende Partijen zal te allen tijde dit Verdrag kunnen opzeggen door de andere Partij zes maanden tevoren met haar voornemen in kennis te stellen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend.

Gedaan in tweevoud te *Stockholm*, den 21 Februari 1933.

SWEERTS DE LANDAS. RAFAEL WALDEMAR ERICH.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien Ons besluit van 22 Juni 1933 (*Staatsblad* nº. 333), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 21 Februari 1933 te *Stockholm* tusschen *Nederland* en *Finland* gesloten Verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken;

Overwegende, dat overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van genoemd Verdrag op 16 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk Zaakgelastigde der Nederlanden te *Stockholm* en den Finschen Minister van Buitenlandsche Zaken de nota's zijn gewisseld waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid van het Verdrag op de buiten *Europa* gelegen Nederlandsche gewesten, van welke nota's een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende mede, dat vermeld verdrag, ingevolge bovenbedoelde bepalingen, op 16 October 1934 voor *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zal in werking treden.

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 3 September 1934, Directie van het Protocol, nº. 29125;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemde nota's alsmede de vertaling daarvan te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 13den September 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *vijf en twintigsten* September 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N°. F. 267.

Stockholm, le 16 juillet 1934

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement de la Reine désirant arrêter, conformément aux articles 20 et 21 du traité d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale, conclu entre les Pays-Bas et la Finlande le 21 février 1933, les conditions auxquelles ledit traité à la suite d'un échange de notes sera applicable aux territoires néerlandais hors d'Europe, je me trouve autorisé à faire savoir à Votre Excellence que ces conditions sont les suivantes:

1°. L'arrestation provisoire visée à l'article 11 du traité pourra être réclamée de la part des Indes néerlandaises, outre par les autorités indiquées dans cet article, par toute autorité compétente pour ordonner l'arrestation provisoire („Hoofd eener Afdeeling" et „Magistraat").

2°. Le traité susmentionné tel qu'adapté par le présent échange de notes entrera en vigueur pour les territoires néerlandais hors d'Europe trois mois après la date de la présente.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'assurer que la Finlande accepte les conditions énumérées ci-dessus pour l'application aux territoires néerlandais d'outre-mer du traité d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale, conclu entre nos deux Pays le 21 février 1933.

Son Excellence Monsieur HACKZELL.
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc.
Helsingfors.

Il est entendu que ma présente note et la réponse affirmative de Votre Excellence seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre nos deux Gouvernements dans la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

J. VISSER.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES DE FINLANDE.

N°. 11550.

Helsinki, le 16 juillet 1934.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par une note en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer que votre Gouvernement désire arrêter, conformément aux articles 20 et 21 du traité d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale, conclu entre la Finlande et les Pays-Bas le 21 février 1933, les conditions auxquelles ledit traité, à la suite d'un échange de notes, sera applicable aux territoires néerlandais hors d'Europe et que vous vous trouvez autorisé à me faire savoir que ces conditions sont les suivantes:

1°. L'arrestation provisoire visée à l'article 11 du traité pourra être réclamée de la part des Indes néerlandaises, outre par les autorités indiquées dans cet article, par toute autorité compétente pour ordonner l'arrestation provisoire („Hoofd eener Afdeeling" et „Magistraat").

2°. Le traité susmentionné tel qu'adapté par le présent échange de notes entrera en vigueur pour les territoires néerlandais hors d'Europe trois mois après la date de la présente.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous assurer que la Finlande accepte les conditions énumérées ci-dessus pour l'application aux territoires néerlandais d'outre-mer du traité d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale, conclu entre nos deux Pays le 21 février 1933.

Monsieur J. VISSER,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Stockholm.

Il est entendu que votre note susmentionnée et la présente réponse affirmative seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre nos deux Gouvernements dans la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

A. Hackzell.

VERTALING.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

N°. F. 267.

Stockholm, 16 Juli 1934.

Mijnheer de Minister,

Daar de Nederlandsche Regeering, overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van het tusschen Nederland en Finland den 21sten Februari 1933 gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, de voorwaarden wenscht vast te stellen waaronder dat verdrag, ingevolge een notawisseling, toepasselijk zal zijn op de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten, ben ik gemachtigd Uwer Excellentie mede te deelen, dat die voorwaarden de volgende zijn:

1°. De voorloopige aanhouding, bedoeld in artikel 11 van het verdrag kan, van de zijde van Nederlandsch-Indië, worden gevraagd, behalve door de in dat artikel aangewezen overheden, door iedere overheid die bevoegd is tot het gelasten van voorloopige aanhouding („Hoofd eener Afdeeling" en „Magistraat").

2°. Het bovengenoemde verdrag zal, zooals het is aangepast door deze notawisseling, voor de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten in werking treden drie maanden na de dagteekening van deze nota.

Ik heb de eer Uwer Excellentie te verzoeken mij te willen verzekeren dat Finland de bovenvermelde voorwaarden voor de toepasselijkheid op de Nederlandsche overzeesche gewesten van

Zijner Excellentie den Heer HACKZELL,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
enz., enz., enz.
Helsingfors.

het tusschen onze beide Landen den 21 Februari 1933 gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, aanneemt.

Het is wel verstaan dat de onderhavige nota en het bevestigend antwoord van Uwe Excellentie beschouwd zullen worden de tusschen onze beide Regeeringen terzake tot stand gekomen overeenstemming vast te stellen.

Gelief, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering van mijn meeste hoogachting te aanvaarden.

J. Visser.

VERTALING.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN VAN FINLAND.

N°. 11550.

Helsingfors, 16 Juli 1934.

Mijnheer de Zaakgelastigde,

Door een nota onder datum van heden heeft U mij wel willen mededeelen dat Uw Regeering, overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van het tusschen Finland en Nederland den 21 Februari 1933 gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, de voorwaarden wenscht vast te stellen, waaronder dat verdrag, ingevolge een notawisseling, toepasselijk zal zijn op de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten en dat U gemachtigd is mij te doen weten dat die voorwaarden de volgende zijn:

1°. De voorloopige aanhouding, bedoeld in artikel 11 van het verdrag, kan, van de zijde van Nederlandsch-Indië, worden gevraagd, behalve door de in dat artikel aangewezen overheden, door iedere overheid die bevoegd is tot het gelasten van voorloopige aanhouding („Hoofd eener Afdeeling" en „Magistraat").

2°. Het bovengenoemde verdrag zal, zooals het is aangepast door deze notawisseling, voor de buiten Europa gelegen Nederlandsche gewesten in werking treden drie maanden na de dagteekening van deze nota.

Derhalve heb ik de eer U te verzekeren dat Finland de bovenvermelde voorwaarden voor de toepasselijkheid op de Neder-

Den Heere J. VISSER,
Zaakgelastigde der Nederlanden,
te
Stockholm.

landsche overzeesche gewesten van het tusschen onze beide Landen den 21 Februari 1933 gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, aanneemt.

Het is wel verstaan dat Uw bovengenoemde nota en het onderhavig bevestigend antwoord zullen worden beschouwd de tusschen onze beide Regeeringen terzake tot stand gekomen overeenstemming vast te stellen.

Gelief, Mijnheer de Zaakgelastigde, de verzekeringen te aanvaarden van mijne bijzondere hoogachting.

A. HACKZELL.